

# LE FIL ROUGE



## SOMMAIRE

- >> Page 2 : Mobilisation - L'UJR dans la rue pour dire non à la violence policière !
- >> Page 3 : International - Solidarité avec les luttes du peuple Burkinabè.
- >> Page 4 : Actualité - Sécu étudiante, une mesure pour favoriser le pouvoir d'achat ?  
L'UJR a tenu son 6<sup>ème</sup> camp d'été

prix  
libre

## EDITO

### VIOLENCES POLICIÈRES : VIOLENCE D'UN SYSTÈME !

La violence policière ne peut pas s'expliquer simplement par des initiatives ou des « bavures » individuelles. Ce n'est pas tel ou tel policier qui décide personnellement et de façon isolée d'utiliser la violence contre les manifestants ou contre les jeunes des quartiers populaires.

un jeune lors de la manifestation du 1<sup>er</sup> mai 2018, n'est qu'un exemple concret parmi d'autres de ce système de répression systématique. Nous n'avons jamais oublié Adama Traoré qui a été assassiné par la police il y a deux ans dans son quartier. Nous n'avons également jamais oublié les violences contre les jeunes et les ouvriers qui contestaient la loi El Khomri. Ils ont subi toute sorte de répression et de violence parce qu'ils refusaient la précarité à vie et défendaient les acquis sociaux que Macron et son équipe visent à détruire pour le profit des riches et des patrons.

De nouvelles réformes et la suite de celles déjà annoncées vont continuer à se mettre en place à tous les niveaux : Hôpital, Education nationale, transports, retraite etc. Nous sommes submergés d'explications techniques de la part « d'experts » qui nous expliquent que ces réformes sont

indispensables pour rester « compétitifs ». Mais ils oublient de préciser que ces réformes visent à offrir des cadeaux aux riches et aux patrons au détriment de la jeunesse populaire et de la classe ouvrière.

Les rendez-vous pour les mobilisations sociales afin de s'organiser et résister à la politique de ce gouvernement se multiplient. L'UJR en sera partout où elle le peut. Nous appelons donc tous les jeunes révoltés contre ce système à nous rejoindre !



© Stéphane Burlot, RevueBallast

Dans la société capitaliste, les institutions répressives servent avant tout à défendre les intérêts de la classe dominante. C'est d'abord pour cela que sont recrutées et formées les « forces de l'ordre » ; c'est de là que naissent les violences « policières ».

L'affaire Benalla, du nom d'un membre chargée de la sécurité rapprochée de Macron ayant été filmée en train de tabasser

Cette année encore, nous tenons une table à la fête de l'Humanité les 14,15 et 16 septembre, accueillis sur le stand du PCOF. Nous vous invitons à venir échanger et débattre avec nous tout au long de la fête. Et en particulier, le dimanche 16 septembre à 11 heure où nous discuterons de la question du colonialisme : pourquoi l'UJR le dénonce, pourquoi nous défendons le droit à l'indépendance des colonies françaises ?

# L'UJR, DANS LA RUE POUR DIRE NON À LA VIOLENCE POLICIÈRE

La violence et la répression font partie de la nature du système capitaliste impérialiste. Au niveau national, elles s'exercent par la police, les lois, les institutions pour maintenir et reproduire le système de domination de la bourgeoisie. Au niveau international, les pays impérialistes utilisent leurs armées pour défendre les intérêts des monopoles en générant des guerres et en pillant les ressources des pays dominés. En France, la montée de la répression contre les contestations sociales et contre les quartiers populaires a marqué cette dernière période politique. Les images de répression contre les jeunes qui contestaient la loi El Khomri sont toujours présentes dans nos archives, la violence déployée par les forces de l'ordre contre les étudiants qui contestaient la sélection à l'université sont encore des souvenirs frais, la mort d'Adama Traoré assassiné par la police dans son quartier illustre le degré d'impunité chez la police notamment lorsque ça concerne les jeunes des quartiers populaires.

A l'arrivée à Boyenval, les manifestant.e.s étaient accueillis par un barbecue et un thieb préparés par les habitant.e.s du quartier. Des familles de victime des violences policières dénonçant l'impunité de la police et l'injustice, ont pu s'exprimer à la tribune et montrer l'ampleur et la récurrence de ces nombreux faits de violence à la fois sur les habitants des quartiers populaires mais aussi sur les manifestants lors des mobilisations réprimées. Des concerts, une expo photo et la projection du documentaire « Pour Adama, chapitre 1 » sur la lutte pour la justice pour Adama étaient aussi organisées.

Les prises de parole, parfois interrompues par l'émotion des familles étaient encouragées par les applaudissements des militants. Nous retiendrons notamment l'intervention de Ramata Dieng, sœur de Lamine Dieng, tué par la police, évoquant notamment la pétition « Laissez-les respirer » sur [change.org](https://change.org). Cette pétition vise à alerter sur les

méthodes d'étouffement employées par la police pour immobiliser et empêcher de respirer. Méthode qui a conduit à la mort d'Adama et de tant d'autres et qui est interdite dans de nombreux pays.

Lorsque nous échangeons avec Youcef, membre du comité Adama, à Boyenval, il expliquait qu'aujourd'hui, on assistait à une tentative d'étouffement de l'affaire, comme on avait étouffé Adama. « Le déni de justice, c'est un appel à l'émeute » nous disait-il, au nom du comité dont le

discours et la ligne seront amenés à évoluer, pour répondre à ce déni de justice.

L'Etat policier qui mutile, viole et tue les habitant.e.s des quartiers populaires est le même état qui réprime les manifestants qui contestent sa politique. Le même état policier qui a tué Adama et mutilé la main de Maxime à Notre-Dame-des-Landes.

L'UJR, organisation révolutionnaire, qui défend la jeunesse des milieux populaires et qui dénonce la répression du mouvement social sera toujours mobilisée pour dénoncer ces violences et pour exiger vérité et justice.



© Juliette Nitecki-Sniter

Le 21 juillet dernier, comme en 2017, l'UJR était présente à la marche organisée par le Comité vérité et justice pour Adama Traoré à Beaumont-sur-Oise. Nous portions notre pancarte « Etat d'urgence, état policier, justice de classe : de cette société-là, on n'en veut pas, on la combat ! »

Près de 3 000 personnes ont défilé de la gare de Persan Beaumont à Boyenval, le quartier d'Adama. A l'appel du comité, des manifestants de Paris, de banlieue et de province ont rendu cette mobilisation encore plus forte encore que l'année dernière. Cette marche a permis une nouvelle démonstration de force du comité, contre les violences policières, contre le racisme d'état et contre l'invisibilisation des quartiers populaires.



# SOLIDARITÉ AVEC LES LUTTES DU PEUPLE BURKINABÉ

*Les camarades de l'ODJ ont tenu leur 9<sup>ème</sup> camp de jeunesse qui s'est déroulé du 4 au 9 septembre à Tenkodogo, une ville située au Centre-Est du Burkina, à environ 142 kilomètres de Ouagadougou. Nous relayons dans ce numéro du Fil Rouge un article publié dans le journal « Jeune Campeur » sur la montée de la répression contre les contestations sociales et les luttes populaires au Burkina :*

## NON À LA CRIMINALISATION ET À LA RÉPRESSION DES LUTTES POPULAIRES !

La situation sociopolitique et économique actuelle du Burkina Faso est marquée par l'escalade des attaques terroristes devenues quasi-quotidiennes, la paupérisation des masses populaires (en particulier la jeunesse), et la persistance de l'impunité des crimes de sang et économiques. Face à la dégradation continue de ces conditions de vie, le peuple et sa



jeunesse organisent de puissantes luttes pour revendiquer de meilleures conditions de vie et de travail et pour défendre les libertés démocratiques, syndicales et politiques sérieusement remises en cause ces derniers temps par le pouvoir du Mouvement du Peuple pour le Progrès (MPP) et alliés. Remises en cause d'acquis sociaux, du droit de grève et, suspension d'organisation à caractère syndical de chauffeurs, arrestations et détentions de membres de groupes d'autodéfense et d'activistes de la société civile (cas de Naïm Touré et de Safiatou Lopez), harcèlement de militants de l'ODJ par la justice et la SOFITEX (exemple des cotonculteurs de l'Ouest, des paysans de Matiacoali, des populations riveraines du Lac Bam), etc. Autant de cas de graves agressions des libertés d'association, d'opinion et de manifestation. Et dire que tout cela se passe dans un pays dont le peuple et sa jeunesse ont victorieusement réalisé une insurrection populaire en octobre 2014 et une résistance au coup d'Etat de type fasciste du RSP en septembre 2015 ! Il y a de quoi s'inquiéter.

Face à cette situation, on est en droit de se poser la question suivante : Pourquoi les luttes de nos vaillantes populations sont-elles systématiquement criminalisées et réprimées ? Quelles leçons et quelles perspectives peut-on tirer pour renforcer les organisations authentiques de lutte, résister à la répression et lutter pour un changement véritable ?

L'offensive répressive et réactionnaire du nouveau-ancien régime du MPP traduit des fuites en avant, du déni, sa frilosité et son incapacité à trouver des réponses adéquates aux besoins pressants tout comme aux aspirations profondes du peuple à un changement véritable en sa faveur. Impuissant, il rêve d'éteindre la détermination du peuple et d'étouffer l'essor révolutionnaire et de proposer des solutions antisociales et impopulaires à la crise. C'est cela la politique de l'omerta, ou encore l'imposition du silence. Fort heureusement, le peuple et la jeunesse burkinabè refusent de se laisser compter. Par des puissantes luttes ils montrent qu'ils ont pris conscience

de leurs forces d'actions tout comme ils ont compris que seules les luttes organisées peuvent permettre d'arracher des acquis et contribuer au changement véritable. C'est donc dans cette dynamique que s'inscrit l'ODJ qui, faut-il le rappeler, subit depuis quelques temps de nombreuses attaques du pouvoir du MPP et alliés. En effet, sections, sous-sections, comités de ville, villages, secteurs, sous-comités de quartier, mines, plaines agricoles, etc., rares sont les structures de l'ODJ qui ne sont pas en lutte. Et l'un des traits communs de ces luttes reste la criminalisation et la répression que leur réserve le « pouvoir

du PNDES ». On peut citer la cabale judiciaire que la Sofitex a déclenché à travers une plainte collective qu'elle a déposée le 11 juin 2018 à la Cour d'Appel de Bobo-Dioulasso contre 195 paysans des régions cotonnières de N'dorola, Dédougou et Houndé... dans l'Ouest du pays pour réellement s'en convaincre. Mais, foi des militants, les aspirations des ennemis du peuple de voir l'ODJ disparaître resteront au stade de leurs rêves. En tout cas pour eux, ces cas de négations des libertés viennent comme un ferment pour des luttes âpres qui se pointent à l'horizon.

L'UJR dénonce cette répression contre les forces révolutionnaires du Burkina, notamment au sein de la jeunesse. Nous tenons à apporter notre solidarité internationaliste à cette lutte exemplaire et nous dénonçons fermement les ingérences de l'impérialisme français qui nourrit les forces contre-révolutionnaires et entraîne le pays dans des guerres impérialistes.

## ARMÉE FRANÇAISE HORS DU BURKINA FASO !

## SUPPRESSION DE LA COTISATION À LA SÉCURITÉ SOCIALE ÉTUDIANTE UNE MESURE POUR FAVORISER LE POUVOIR D'ACHAT ?

C'est une mesure importante de cette rentrée 2018 pour les étudiant-e-s. Le Gouvernement a annoncé au printemps dernier la suppression de la cotisation à la sécurité sociale étudiante lors de l'inscription dans une filière de l'enseignement supérieur, montant qui s'élevait à 217 euros. Désormais, les étudiant-e-s seront rattaché-e-s au régime général de la sécurité sociale, le régime étudiant sera définitivement supprimé au cours de l'année 2019. En remplacement de la cotisation à la sécurité sociale, les étudiant-e-s devront désormais s'acquitter de la « Contribution vie étudiante et de campus » (CVEC) collectée par le Crous, contribution s'élevant à 90 euros. Cependant, le coût de la rentrée universitaire ne baisse pas pour autant, et la suppression de la cotisation interroge sur le financement de la sécurité sociale.

La CVEC n'a pas pour vocation de financer la sécurité sociale. Son objectif est même plutôt flou. D'après le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, la CVEC permettra de renforcer « l'accompagnement social des étudiants », de « développer la pratique sportive » ou de « diversifier des projets et événements artistiques et culturels ». Il n'y a encore aujourd'hui aucune mesure concrète annoncée qui serait subventionnée par cette cotisation. Si l'on peut douter des usages de la CVEC, il n'est pas question que cette contribution finance la sécurité sociale. Au contraire, cette mesure participe de manière plus générale au démantèlement de la sécurité sociale. Macron annoncera à la fin du mois de septembre le projet de loi de financement de la sécurité sociale. Le gouvernement s'obstine à respecter les lois budgétaires européennes afin que le déficit du budget de la sécurité sociale n'excède pas 3 %. Il n'y a pas de miracle : avec des recettes en baisse et un déficit limité, les soins seront forcément moins bien couverts. Sans

complémentaire santé, les étudiant-e-s les plus précaires ne peuvent déjà pas se permettre des soins dentaires ou optiques, entre autres; cette tendance sera forcément maintenue.

Le pouvoir d'achat des étudiant-e-s n'augmente pas avec la CVEC, même il diminue. Les étudiant-e-s tout comme l'ensemble de la population seront à terme moins protégés sans complémentaire santé. Pour un-e étudiant-e en licence ou en formation courte (BTS/DUT), le montant de l'inscription dans l'établissement s'élèvera à 274 euros (frais d'inscriptions et CVEC) contre 401 euros l'année dernière, si il ou elle n'est pas boursier-e. Cependant, le gouvernement a supprimé 5 euros d'APL par mois, ce qui correspond à 60 euros en moins de pouvoir d'achat. Mais surtout, les étudiant-e-s salarié-e-s qui ne sont pas boursier-e-s et tout de même précaires ne peuvent pas bénéficier de l'exonération de la CVEC alors qu'ils et elles n'avaient pas à payer la cotisation à la sécurité sociale étudiante. Leurs frais d'inscription augmentent donc, correspondant aux 90 euros de la CVEC et aux 60 euros en moins d'APL. D'après une enquête datant de 2016 faite par l'Observatoire de la Vie Étudiante, 46 % des étudiant-e-s sont salarié-e-s. On prive ainsi beaucoup d'étudiant-e-s de leur pouvoir d'achat qui est nécessaire pour mener à bien leurs études. Il n'est évidemment pas prévu par le gouvernement d'augmenter les bourses, de lutter contre la précarité des jeunes, de calculer de façon plus égalitaire les échelons de bourse alors qu'aujourd'hui les revenus du capital et les dettes familiales ne sont pas prises en considération. La CVEC, loin d'être une avancée pour les étudiant-e-s, représente la transition vers la politique ultra-libérale du gouvernement où la santé sera privatisée, tout comme à terme l'éducation.

## L'UJR A TENU SON 6<sup>ÈME</sup> CAMP D'ÉTÉ

Le 6<sup>ème</sup> camp de l'UJR s'est tenu entre le 12 et le 15 Juillet en région parisienne dans un gîte de Seine-et-Marne. Les militants de l'UJR ont pu se retrouver pour faire un bilan de l'année, discuter et débattre de questions politiques, notamment de la violence policière, des mobilisations des étudiants contre la loi Vidal, de Mai 68 avec le PCOF et de la

situation au Burkina Faso avec les camarades de l'ODJ. Des décisions concrètes ont débouchés de ce camp concernant les prochaines mobilisations : la participation à la marche pour Adama Traoré, celle à la fête de l'Humanité et le soutien aux journées anti-impérialiste que l'ODJ organisera à la fin de l'année.

### PROCHAINS RENDEZ-VOUS POUR NOUS RENCONTRER



#### POUR NOUS CONTACTER



UJR France



contact@ujr-fr.org



ujr-fr.org

#### Fête de l'Humanité

« Nous sommes solidaires des luttes populaires dans les dernières colonies françaises (Kanaky, Guyane, Martinique, Guadeloupe, Réunion, Mayotte...), y compris pour leur droit à l'indépendance. »

Extrait de la plateforme de l'UJR

**Pourquoi dénoncer le colonialisme et défendre le droit à l'indépendance des colonies françaises ?**

Echange organisé par l'UJR, Dimanche 16 septembre à 11 h au stand du PCOF (av. Georges Marchais)